

Tribune dans le journal La Croix avec Aïssa Maïga

Crise de l'eau : « La concurrence sur les ressources menace la paix »

Pour Aïssa Maïga et Sandra Métayer, réalisatrice et coordinatrice de la Coalition Eau, l'eau est « l'enjeu écologique et social majeur du XXI^e siècle ». La crise de l'eau est internationale et géopolitique, rappellent-elles à quelques jours du Forum mondial de l'eau, qui a lieu à Dakar du 21 au 26 mars.

Tribune de :

- Sandra Métayer, Coordinatrice de la Coalition Eau (qui regroupe plusieurs ONG)
- Aïssa Maïga, Réalisatrice du long-métrage documentaire « Marcher sur l'eau »

À l'approche de la 9^e édition du Forum Mondial de l'Eau, organisée à Dakar au Sénégal du 21 au 26 mars 2022, nous affirmons que les États doivent reconnaître la crise de l'eau et apporter une réponse concertée et mondiale. Car l'eau est l'enjeu écologique et social majeur du XXI^e siècle.

Tempêtes, inondations, sécheresses... Les catastrophes naturelles qui se multiplient aux quatre coins de la planète témoignent que la crise climatique est une crise de l'eau. Le climat ne fait qu'aggraver les pressions multiples exercées sur l'eau par l'activité humaine : pollution, surexploitation, agriculture intensive, gaspillage, accaparements... Nous maltraitons cet élément naturel, unique et fragile, indispensable à la vie sur Terre.

UNE CRISE GÉOPOLITIQUE

Sans un accès quotidien à une eau saine, des millions de personnes, en premier lieu des femmes, sont d'ores et déjà privées de l'essentiel dans de nombreux pays : boire une eau potable, se soigner, s'instruire, produire, vivre dans la dignité. À mesure que la population augmente, le nombre de personnes qui ont un accès insuffisant à l'eau devrait dépasser les 5 milliards d'ici à 2050. La crise de l'eau est aussi géopolitique et la concurrence sur les ressources menace la paix.

En 2010, les États rassemblés à l'ONU reconnaissaient l'accès à l'eau potable comme un droit humain fondamental. En 2015, ils s'engageaient à atteindre l'accès universel et une gestion durable de l'eau d'ici à 2030. Mais au rythme actuel, le monde entier fonce dans le mur : les objectifs internationaux ne seront pas atteints.

Cent sept pays ne sont pas en bonne voie pour garantir une gestion durable de l'eau ni l'accès universel en 2030. Relever ces défis n'est pas impossible, les solutions existent et sont déjà sur la table : améliorer la gestion partagée de l'eau, protéger nos ressources, mieux prévoir, augmenter drastiquement les financements.

LA CRISE DE L'EAU

Ce qui nous manque, c'est une prise de conscience politique. Nous devons déclarer la crise de l'eau, au même titre que la crise climatique, et agir en conséquence. Parce que les solutions ne

sont pas appliquées et qu'il n'existe actuellement aucun espace où les décideurs sont invités s'engager sur la question de l'eau, il est temps de résorber le vide politique laissé sur ce sujet.

Alors que dans un an se tiendra à New York la Conférence des Nations Unies sur l'eau, première conférence intergouvernementale dédiée à l'eau depuis 1977, nous appelons à la création d'un comité intergouvernemental sur l'eau.

Ce cadre global doit être mis en place par l'ONU avec pour mandat de réunir régulièrement les États, d'accélérer et coordonner les efforts, mobiliser la volonté politique et assurer le suivi des objectifs internationaux. États, déclarez la crise de l'eau en participant à la création de ce comité intergouvernemental. Nous devons initier un sursaut mondial pour notre bien commun, l'eau.

- ➡ Tribune à retrouver sur le site du journal La Croix [ici](#)
- ➡ Le projet du film « Marcher sur l'eau » est à retrouver [ici](#).